



A propos d'un rapport de Terra Nova, *Think Tank* proche du Parti Socialiste

Une partie du monde syndical, celle qui théorise l'accompagnement des réformes comme le seul horizon du syndicalisme parce qu'elle a renoncé à l'émancipation et à la réussite de tous et qu'elle accepte les discours libéraux et de rigueur budgétaire, relance, avec le groupe de pression Terra Nova, le débat sur l'avenir de l'École. De la plus mauvaise façon, c'est-à-dire en recyclant une pensée et des méthodes qui datent de plus de 30 ans, tout en plaçant leur initiative sous des auspices de modernité.

Il ne s'agit pas, ici, de répondre à des arguments éculés, à des attaques contre le SNES-FSU tellement récurrentes qu'elles en sont toujours plus caricaturales, mais de replacer le débat dans la continuité de celui de l'été 2012 sur la refondation de l'École. Même si, sans doute, c'est justement ce que les signataires de l'appel de Terra Nova veulent éviter, tellement leur sentiment de ne pas peser est grand. Ou est-on simplement face à une manœuvre politique en vue d'un éventuel remaniement ministériel ? Il est vrai que lorsque l'on n'est pas en capacité de représenter vraiment les personnels enseignants du second degré et que l'on ne sait pas construire un rapport de force avec eux, la seule possibilité est le lobbying... dont tout le monde reconnaît les vertus démocratiques...

C'est ainsi que « l'école du socle » (si chère aussi, soit dit en passant, à toute la droite) est rebaptisée « école commune » (on a tout de même évité « la communale »). Les principes restent cependant les mêmes, ainsi que les attendus, qui ne sont toujours pas justifiés : l'échec scolaire serait essentiellement dû au « traumatisme » du passage au collège et à sa structuration disciplinaire, renforcé par un déficit pédagogique des enseignants du second degré, peu soucieux de ce qu'apprennent réellement leurs élèves, tellement obsédés qu'ils seraient par leur discipline de recrutement. Bref, on retrouve ce que le débat de la refondation avait battu en brèche : le premier degré manque de moyens, le second degré manque de pédagogie. On remarquera, au passage la forme de mépris pour les certifiés et agrégés qui s'investissent au quotidien dans leurs classes, souvent contre leur hiérarchie, mais toujours avec la volonté de faire réussir tous leurs élèves.

Vieilles recettes (dont l'unification des corps d'enseignants), vieille méthode (opposer premier et second degré), vieux arguments (selon lesquels les disciplines scolaires sont un obstacle à la pensée, à la vision globale du monde, à la créativité), mais propositions dans la droite ligne des recommandations européennes et présidentielles de la rigueur (il n'est pas nécessaire de créer des postes dans le second degré et l'impasse est faite sur les mesures nécessaires à prendre pour rendre plus attractif le métier d'enseignants, en particulier par la revalorisation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail).

Le plus dramatique est que le rapport occulte totalement deux points cruciaux qui ont pourtant été largement relevés et débattus pendant la concertation de l'été 2012.

Le premier est l'existence de l'échec scolaire dans le premier degré que, certes le collège n'arrive souvent pas à résorber, mais qu'une plus grande continuité pédagogique entre les deux degrés ne suffira pas à résoudre. En effet, et la recherche l'a montré depuis longtemps, la difficulté scolaire a des origines précoces et multiples et il est illusoire d'imaginer que la solution réside dans l'imposition de « bonnes pratiques » ou la fusion des corps enseignants. Développer la formation initiale et continue de tous les enseignants qui doivent pouvoir analyser les blocages didactiques, cognitifs et sociaux que rencontrent leurs élèves souvent dès l'école primaire, leur offrir les conditions matérielles pour le travail en équipe, la réflexion pédagogique sur les contenus et leurs pratiques, favoriser la recherche de la cohérence des programmes scolaires pour en rendre leur sens plus accessible à tous et pour « faire culture », sont des pistes ignorées par le rapport Terra Nova qui, finalement, privilégie, comme l'a fait Luc Chatel en son temps, l'aspect structurel et le pilotage institutionnel.

Le deuxième est que la conception d'une scolarité obligatoire réduite à un bloc école-collège structuré par un socle conçu dans une vision utilitariste des savoirs coupe le collège du lycée et installe de fait un tri à l'intérieur du collège entre ceux qui auront vocation à poursuivre dans le bloc bac-3/bac+3 et les autres, que l'on sommera de choisir une formation professionnelle immédiate. Avec les conséquences sociales que l'on connaît aujourd'hui, les plus démunis étant contraints à des choix d'avenir qu'ils ne peuvent maîtriser et qui se révèlent trop souvent comme conduisant à des impasses professionnelles et personnelles.

A l'inverse, et c'est là sans doute que se situe fondamentalement le plus profond désaccord, la prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans avec l'objectif d'emmener tous les jeunes d'une génération vers une des 3 voies du lycée dans un parcours mieux construit et plus fluide qu'aujourd'hui, permettrait à la fois de dégager le collège de sa fonction de tri que le socle commun pérennise et de donner le temps à tous de construire un parcours de réussite dans le service public d'éducation nationale.

Il est ainsi difficile de trouver le positionnement de Terra Nova « progressiste ». On peut aussi regretter que le déni historique des signataires de l'appel de Terra Nova de l'utilité des disciplines scolaires dans la construction des savoirs et de la mise en œuvre de ces derniers dans des situations nouvelles les conduise à un tel aveuglement de la réalité sociale de demande d'une scolarisation prolongée (aujourd'hui 90% des jeunes d'une génération sont scolarisés au cours de leur 17^{ème} année), et de la nécessité de construire un continuum entre collège et lycée au lieu de vouloir encore creuser le fossé entre ces deux segments du second degré.

Au lieu de désigner le collège, les professeurs qui y enseignent et le SNES-FSU coupables de tous les maux du système éducatif et de raviver une querelle récurrente que les débats de la refondation ont essayé de dépasser, il serait plus pertinent de travailler aux articulations CM2/6^{ème} et 3^{ème}/2^{nde} dans le respect du développement des élèves, des enjeux de formation, et des différentes cultures professionnelles. L'enjeu est bien de leur permettre de se reconnaître et de dialoguer plutôt que d'en réfuter une avec des arguments d'autorité en contradiction totale avec d'une part la volonté affichée depuis 2 ans d'un dialogue social et d'autre part l'affirmation ministérielle que l'on ne refondera pas l'École contre ses personnels.